



Traité par :

Centre médico-social

D. Germann/DG/md

027 452.07.00

dominique.germann@sierre.ch

Reçu au SAS
Service juridique

le 13 SEP. 2019

Service de l'Action sociale
Monsieur Jérôme Favez
Chef de service
Avenue de la Gare 23
1950 Sion

Hôtel de Ville
Case postale 96
CH-3960 Sierre

Sierre, le 11 septembre 2019

Tél. 027 452 01 11
Fax 027 452 02 50
www.sierre.ch

Avant-projet de révision de la LIAS

Monsieur le Chef de service,

Notre Conseil municipal, réuni en séance le 10 septembre 2019, a examiné l'avant-projet de révision de la LIAS dans le cadre de la procédure de consultation.

Pour l'essentiel, la Ville de Sierre se rallie à la prise de position du Comité de direction du CMS de la région sierroise.

Toutefois, les membres de notre Conseil municipal s'inquiètent de l'augmentation du nombre de situations d'aide sociale qui arrivent sur notre territoire et de la hausse des charges financières qui en découle. Dans ce contexte, nous prions les autorités cantonales de revoir le principe du préciput en vigueur dans la répartition des coûts de l'aide sociale entre le canton et les communes, ceci dans le but de chercher à compenser l'évidente attractivité des centres urbains pour les personnes en situation précaire.

En vous remerciant de nous avoir associés à cette consultation et en vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre prise de position, nous vous adressons, Monsieur le Chef de service, nos salutations les meilleures.

Pierre Berthod
Président

Jérôme Crettol
Secrétaire municipal

Annexes :

- prise de position du CMS de la région sierroise
- réponses de la Ville de Sierre au formulaire de consultation



**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**

Département de la santé, des affaires sociales et de la culture
Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur

Aux destinataires
de la procédure de consultation

**Formulaire pour la consultation relative à l'avant-projet de révision
de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)**

A transmettre d'ici au 15 septembre 2019

par courrier postal au Service de l'action sociale, Avenue de la Gare 23, 1950 Sion,
ou par courrier électronique à l'adresse sas@admin.vs.ch

Nom de l'organisme : Commune de Sierre
Personne de contact : Dominique Germann
Adresse : Administration communale
Hôtel de Ville
3960 Sierre

Téléphone : 027 452 07 00
Date : 11 septembre 2019



1. Le chapitre sur les **dispositions générales** a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

2. Le chapitre sur l'**organisation de l'aide sociale** a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ?

☐ Oui ☒ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

a) Les décisions d'aide sociale doivent rester de la compétence de l'autorité communale et ne peuvent être déléguées à un CMS ;

b) Les décisions relatives aux mesures d'insertion doivent être transférées des communes aux CMS et non au service de l'action sociale qui continue à en assurer le contrôle administratif.

3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la **compétence à raison du lieu**. Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ?

☐ Oui ☒ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Nous suivons la proposition du Comité du CMS : rédaction d'un nouvel alinéa à l'art. 16 qui prenne en compte la problématique des décisions de renvoi non appliquées par le canton. Ni le suivi, ni la participation aux coûts d'aide d'urgence ne devraient être financés par les communes dans ces situations particulières.

4. Le chapitre 4 regroupe les différents **instruments du dispositif d'aide sociale**, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la **prévention sociale et l'aide personnelle** (non financière) ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

6. Êtes-vous favorable au renforcement des **mesures d'insertion socio-professionnelle** et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Nous soutenons la proposition du CMS de Sierre relative au financement des mesures d'insertion socio-professionnelle : les coûts effectifs des mesures doivent être couverts.

7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant l'**aide matérielle**, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Dans les situations particulières d'aide d'urgence pour les personnes soumises à des décisions de renvoi non exécutées par le Canton, les frais d'encadrement et l'aide matérielle doivent être entièrement financés par l'Etat.

8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de **dessaisissement de fortune** (art. 32) ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

9. Êtes-vous favorable au maintien du **remboursement de l'aide sociale** à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

10. L'avant-projet prévoit un **délai de prescription** de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ?

☐ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☒ Non

Maintien du délai de prescription de 20 ans

11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la **protection des données et l'échange d'informations** ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les **enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale** ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

13. Êtes-vous favorable à l'introduction de **dispositions pénales** cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés **aux organisations à caractère social** ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la **répartition des frais** entre l'Etat et les communes ?

☐ Oui ☐ Plutôt oui ☒ Plutôt non ☐ Non

Le constat d'une urbanisation de l'aide sociale avec un taux nettement plus élevé dans les villes et grandes communes de plaine impose, du point de vue du Conseil municipal de Sierre, la suppression du dispositif de préciput afin de compenser partiellement l'attractivité des centres urbains pour les personnes en situation de précarité.

16. Autres observations, remarques ou propositions :

Voir prise de position du Comité de direction du CMS de la région sierroise.